



Communiqué de presse 9 décembre 2020

Le collectif Déstocamine réagit à la diffusion de l'étude dévoilée par la ministre de la Transition écologique.

Depuis l'incendie de 2002 et l'arrêt de l'activité de stockage de déchets chimiques par l'entreprise Stocamine, et malgré la centaine d'études menées par l'exploitant et par l'Etat, aucune solution n'a abouti à ce jour.

La solution la plus simple et la plus consensuelle aurait été de mettre immédiatement en œuvre le déstockage de tous les déchets dans le respect de la loi et de l'obligation de réversibilité.

Que s'est-il passé depuis presque 20 ans ?

Les gouvernements successifs ont tous « joué » la montre avec la volonté manifeste d'enfourer la totalité des déchets, entre 42000 et 44000 tonnes. La modification de la loi par l'amendement SORDI en est la preuve évidente.

Dès 2007, cet objectif a été clairement affirmé avec la nomination du liquidateur Alain Rollet à la tête de Stocamine. « Le stockage définitif est la seule solution satisfaisante. »

Le collectif Déstocamine s'est toujours opposé à la logique de l'Etat et du liquidateur qui consistait à décliner les différents scénarios en privilégiant d'abord la solution de l'enfouissement définitif

Afficher le déstockage complet avec pour objectif : « on sort tout ce qui peut être sorti dans les conditions satisfaisantes de sécurité », voilà ce que le collège des associations et des syndicats a toujours préconisé lors des réunions de CLIS (commission locale d'information et de surveillance).

Les autorités n'ont jamais entendu cette demande.

Le succès de l'opération de déstockage menée par l'opérateur allemand Saar Montan en 2017 a pourtant démontré l'efficacité et la fiabilité des procédés mis en œuvre. Saar-Montan était prêt à poursuivre le déstockage. Pourquoi dès lors ne pas avoir poursuivi l'opération ?

Cette volonté délibérée de l'opérateur et de l'Etat donneur d'ordre d'enfourer l'essentiel des déchets, et l'opacité de la gestion de l'entreprise Stocamine depuis ses débuts, autorisent toutes les rumeurs et les hantises.

Qu'y a-t-il vraiment au fond de cette mine ? Quels déchets inconnus ? L'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) aurait-elle oubliées des déchets radioactifs au fond de la mine lors de ses expériences au début des années 90 ? La présence des experts de Stocamine autour du projet CIGEO à Bure est-elle fortuite ?

Le doute persistera toujours !

C'est pourquoi le Collectif Déstocamine propose de compléter l'étude des experts par un 7ème scénario :

« Procéder au déstockage maximal en mettant la priorité sur les déchets toxiques, sans fixer de limites a priori, avec des garanties de sécurité optimale pour les intervenants, sous la conduite d'un opérateur de confiance et le contrôle de la C.S.S. (commission de suivi de site). »

Madame la Ministre, retrouver la confiance de ses citoyens, tel doit être l'objectif essentiel de votre gouvernement. Le respect de la parole donnée, la prise en compte de la volonté d'un territoire et la sauvegarde d'un patrimoine naturel vital, l'eau, doivent guider votre décision.

Jean-Pierre HECHT

Yann FLORY

Portes paroles du Collectif DESTOCAMINE